

Info | Société | Engagement communautaire

« À boutte », le milieu communautaire lance des moyens de pression dès lundi



Un service de repas à la Soupière de l'amitié de Gatineau, en décembre 2025.

PHOTO : CAPTURE D'ÉCRAN RADIO-CANADA

Radio-Canada

Publié le 20 mars à 16 h 56 HAE



Écouter l'article | 3 minutes



À compter de lundi, des groupes communautaires de tout le Québec se feront voir et entendre, parfois par des journées de grève, parfois par des activités populaires ou des manifestations en lien avec le mouvement « Le communautaire à boutte ».



Selon les porte-parole du mouvement, les groupes communautaires offrent des services essentiels à la population, mais avec une fraction du financement octroyé aux organismes publics. (Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA / JOSÉE DUCHARME

Le mouvement communautaire veut ainsi « crier à l'aide » quant à son manque de financement et faire comprendre l'importance des services qu'il dispense, a expliqué en entrevue, vendredi, Mathieu Gélinas, co-porte-parole du « Communautaire à boutte ».

« C'est malheureux d'en être rendu là, mais il y aura évidemment des impacts, justement pour démontrer l'importance du milieu communautaire, qui, pour plusieurs, est quand même méconnu. »

— Mathieu Gélinas, co-porte-parole du « Communautaire à boutte »

Il assure qu'à l'occasion de ces manifestations et événements, « ceux qui viennent dans la rue, ce n'est pas juste les employés, c'est les usagers et les bénévoles, parce qu'ils sont aux premières loges. [...] si on n'a pas de financement, c'est les premiers touchés », a-t-il ajouté.



Sophie Tétrault-Martel et Mathieu Gélina, co-porte-parole du «Communautaire à boutte», le 14 mars 2026

PHOTO : RADIO-CANADA / KIM BOUCHARD

Les groupes qui participent au mouvement sont de tous les horizons : proche aide, défense des droits collectifs, itinérance, pauvreté, famille, jeunesse et autres.

Ils souhaitent un financement public rehaussé et davantage de prévisibilité dans celui-ci, car plusieurs groupes déplorent le va-et-vient de leurs subventions en raison de la joute politique. Ils disent peiner à retenir leurs employés, vu les salaires versés, qui sont bien moindres que dans le secteur public. Ils réclament également que leur autonomie et leur expertise soient respectées.



Selon les porte-parole du mouvement, les groupes communautaires offrent des services essentiels à la population, mais avec une fraction du financement octroyé aux organismes publics. (Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA / JOSÉE DUCHARME

Une variété de méthodes

Les moyens de pression différeront selon la région et l'organisme. Il pourra s'agir d'un rassemblement devant un bureau de député, d'une distribution de tracts, d'un convoi de voitures, d'un envoi généralisé de curriculum vitae à un CIUSSS ou d'une soupe populaire devant un hôtel de ville.

Certains organismes auront recours à l'humour pour faire passer leur message. À Sherbrooke, on prévoit une « préparation de biscuits baboune » et un « karaoké fâché »; d'autres prévoient une « action Poisson d'avril » et, dans la région de Laval, une « marche funèbre ».

Certains organismes vont aller jusqu'à fermer temporairement leur service ou à le modifier. Des piquets de grève pourront donc être mis en place.

« Je prends l'exemple de mon organisation : pendant deux semaines, nous, on n'offre plus d'accompagnement en transport médical ni notre service de popotte. Nous, on a fermé. Et les gens sont redirigés vers les services publics ou doivent s'arranger », a illustré M. Gélinas.

À lire aussi :

- [Des organismes communautaires cherchent à sauver leurs budgets](#)
- [Mauricie : Les organismes communautaires mobilisés pour la grève](#)
- [Le communautaire, cible de propos difficiles des élus de la CAQ?](#)

Avec les informations de La Presse canadienne